



Création d'un registre national des crédits aux particuliers : consultation publique

Le comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers, prévu par la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, et présidé par M. Emmanuel Constans (Comité consultatif du secteur financier), a remis, début août 2011, son rapport au Gouvernement et au Parlement. M. François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a décidé d'ouvrir la consultation publique sur la création d'un tel fichier.

Les principales recommandations du rapport portent sur : l'identification des personnes enregistrées ; les informations inscrites dans le registre ; l'amélioration des données négatives et l'avenir du Fichier national de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) ; les conditions d'accès des établissements de crédit au registre ; la traçabilité et la conservation des données ; les droits d'information, d'accès et de rectification.

Le rapport est disponible sur : <http://www.economie.gouv.fr/files/registre-national-des-credits.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Lutte contre le blanchiment : croissance de 12 % des déclarations reçues en 2010

En 2010, TRACFIN (Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins) a reçu 20 252 informations dont 94 % émises par les professionnels. Les banques et les établissements de crédit demeurent les premiers déclarants. 339 déclarations ont été établies et transmises directement au service par des déclarants installés en outre-mer contre 240 en 2009. 404 dossiers ont été transmis à l'autorité judiciaire contre 384 en 2009 dont 8 aux tribunaux des DOM.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.tracfin.bercy.gouv.fr/pdf/rap2010.pdf>

Publications au Journal Officiel de la République

1 – Renforcement de la protection des épargnants et des investisseurs

- l'ordonnance n° 2011-915 du 1^{er} août 2011 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et à la modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs a été publiée au JORF du 2 août 2011.
- le décret n° 2011-922 du 1^{er} août 2011 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2011-915 du 1^{er} août 2011 a été publié au JORF du 3 août 2011.

2 – Lutte contre le blanchiment

L'arrêté du 27 juillet 2011 relatif à la liste des pays tiers équivalents en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme mentionnée au 2^e du II de l'article L. 561-9 du code monétaire et financier a été publié au JORF du 30 juillet 2011.

Publications

1 – Centre européen de la consommation : « Le marché européen du crédit à la consommation existe-il ? L'exemple franco-allemand ».

Trois ans après l'adoption par le Parlement européen de la directive 2008/48/CE relative aux crédits transfrontaliers, ce document présente une analyse de son impact au travers d'une enquête menée par le Centre européen de la consommation Cette étude est disponible en téléchargement sur :

<http://www.europe-consommateurs.eu/fr/vos-droits/finances/credits-et-prets/credits-transfrontaliers/>

2 – FATF-GAFI : "Money laundering risk arising from trafficking in human beings and smuggling of migrants".

Le GAFI a publié un rapport typologique sur le blanchiment issu de la traite des êtres humains et du trafic des migrants. Le rapport est disponible en anglais sur : <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/28/34/48412278.pdf>

3 – Fédération bancaire française : Le crédit à la consommation mini guide n° 13.

Cette brochure est disponible en téléchargement sur : www.fbf.fr

Nomination

M. Frédéric Oudéa, président-directeur général de la Société Générale, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2011. Il remplace M. François Pérol, président du Directoire du Groupe BPCE.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

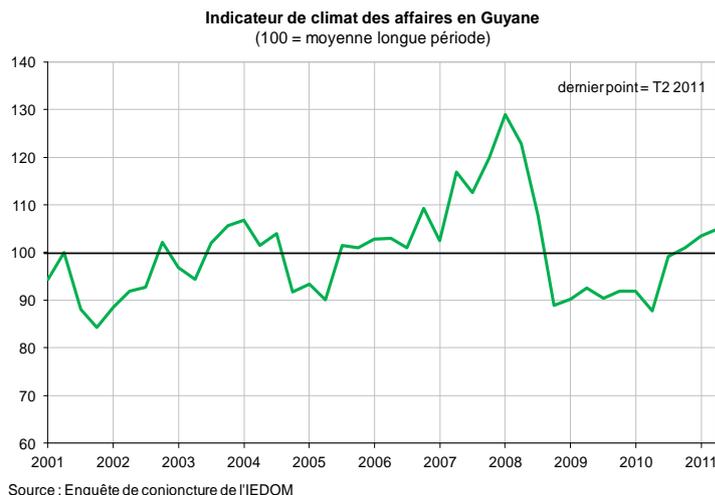
L'activité économique guyanaise poursuit sa progression au 2^{ème} trimestre 2011

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en amélioration (+ 1,5 point) pour le quatrième trimestre consécutif. Il dépasse désormais de 5 points sa moyenne de longue période. Ce rythme de progression est légèrement moindre que lors des trimestres précédents. La perception positive de l'activité passée est tempérée par des anticipations négatives, notamment à l'égard de l'activité future.

La consommation des ménages reste bien orientée mais l'investissement est encore timide, bien qu'en amélioration par rapport au 1^{er} trimestre.

Cette amélioration de l'activité concerne la plupart des secteurs. L'industrie et le BTP restent cependant dans une situation dégradée, encore en retrait sur un début d'année pourtant déjà mal orienté. Les autres secteurs montrent une progression en général plus dynamique qu'au 1^{er} trimestre.

Cette amélioration ne devrait cependant pas se poursuivre : la plupart des secteurs, à l'exception de l'agri-agroalimentaire et dans une moindre mesure du commerce, anticipent un repli au prochain trimestre.



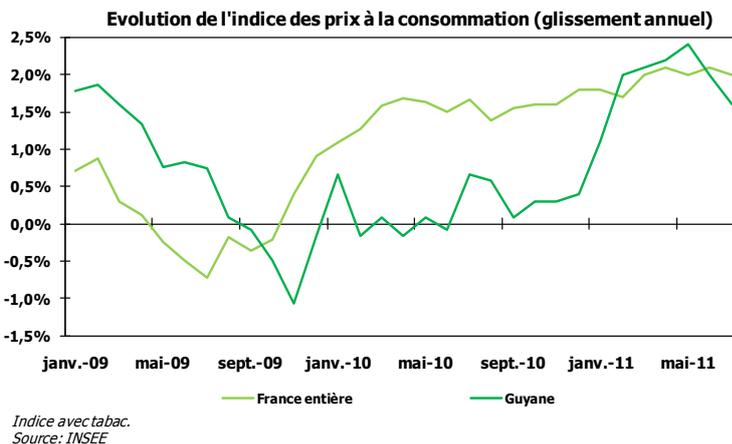
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

En juillet 2011, l'indice des prix à la consommation progresse nettement sur le mois (+ 0,7 %), porté par de fortes hausses sur les postes « produits frais » (+ 7,6 %) et « transports et communications » (+ 2,9 %, en raison notamment de l'évolution des tarifs de transport aérien). Le poste « produits pétroliers » est également marqué par une progression (+ 0,9 %), sous l'effet de la réévaluation de 6 cts du prix administré du gazole.

Sur un an, l'indice continue sa progression, mais à un rythme moins soutenu que les mois précédents (+ 1,6 % en juillet, contre + 2,0 % en juin 2011). Une nouvelle fois, cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie (+ 15,3 %). Le poste « alimentation » progresse également (+ 1,8 %), seul celui des produits manufacturés restant en léger retrait (- 0,3 %).

L'inflation guyanaise demeure inférieure aux taux atteints dans les autres DOM : + 2,2 % à la Guadeloupe, + 2,3 % à la Réunion et + 2,6 % à la Martinique sur un an. Cet écart s'explique notamment par la variation positive des prix des produits manufacturés dans les DOM, alors qu'ils reculent en Guyane. Au niveau national, l'inflation s'établit à + 2,0 %.



Carburants

L'arrêté préfectoral n°1423 du 30 août 2011 fixe, à compter du 1^{er} septembre, le prix de vente au détail des carburants à 1,63 € / litre pour l'essence (soit une baisse de 5 centimes) et 1,47 € / litre pour le gazole (soit une baisse de 4 centimes). Deux principaux facteurs expliquent ces évolutions : une baisse de 6,2 % du cours du baril de pétrole brut (en dollars) entre juillet et août 2011, et un repli du dollar par rapport à l'euro (le cours moyen passant de 1,422 à 1,429 USD pour 1 € sur le mois).

Finances publiques nationales

Le Premier Ministre François Fillon a annoncé le 24 août 2011 une série de mesures additionnelles de consolidation fiscale, dans un contexte budgétaire européen compliqué. L'objectif est de ramener le déficit public à 4,5 % du PIB l'an prochain. Ce nouveau plan devrait permettre de récupérer 1 Md€ en 2011 et 11 Md€ en 2012. Parmi ces mesures, certaines concerneront l'outre-mer : il est prévu la suppression de l'abattement de 30 % sur le bénéfice imposable qui est aujourd'hui prévu pour les entreprises des DOM (cette mesure devrait permettre de dégager 100 M€ en 2012). De plus, un « coup de rabet » supplémentaire de 10 % devrait concerner certaines niches fiscales utilisées en outre-mer, dont celle sur l'investissement immobilier locatif. Le Parlement devrait voter ces mesures à l'automne 2011.

L'Inspection générale des finances (IGF) a analysé l'ensemble des dépenses fiscales et sociales du système fiscal français : il y apparaît que 47 % sont jugées « peu efficaces ». Les 55 niches concernant l'outre-mer, qui coûtent 4,2 Md€ par an, sont globalement jugées peu efficaces par l'IGF, notamment celles concernant l'investissement locatif (hors logement social) ou le secteur agricole. L'IGF regrette également que ces niches se présentent sous forme d'un empilement de mesures éclatées, pointant du doigt l'absence d'une réelle politique économique ciblée.

Finances publiques locales

Après Saint-Laurent-du-Maroni, Saint-Georges, Ouanary et Papaïchton, c'est la commune de Grand-Santi (sur les berges du Maroni) qui a signé le 19 août 2011 un « contrat territorial » avec la Région Guyane. A l'occasion d'un déplacement du Président de Région, les deux collectivités ont contractualisé le soutien financier que va apporter le Conseil régional à la municipalité pour les trois ans à venir. Ce contrat vise à accompagner Grand-Santi dans ses projets de développement des infrastructures et de cohésion sociale, et s'élève à 700 000 € (soit 9 % du coût total des projets). Ainsi, il devrait permettre de financer l'acquisition de matériels pour le transport et l'entretien de la municipalité, la construction d'un nouveau château d'eau, d'une voirie entre le bourg et l'aéroport ou encore l'amélioration des réseaux d'eau.

Infrastructures

Réunie en séance plénière le 1er septembre 2011, la Communauté de communes du centre littoral¹ (CCCL) a annoncé l'attribution du marché de conception et de réalisation de l'usine d'eau potable de Matiti (située sur la commune de Macouria). La capacité de l'usine sera de 10 millions de m³ par an. Son coût global est estimé entre 40 et 50 M€. Les travaux devraient débuter avant la fin de l'année pour une mise en service début 2013.

Education

A l'occasion d'une conférence de presse organisée le 30 août 2011, l'Insee, le Rectorat et Irig-Défis ont présenté une étude inédite en Guyane « L'état de l'école en Guyane », souhaitant ainsi apporter un éclairage sur les politiques publiques de l'éducation. Au travers de statistiques sur la population scolarisée, le corps enseignant et les qualifications des jeunes, cette parution dresse un état des lieux de l'éducation en Guyane. Elle souligne la forte croissance de la population scolarisée guyanaise (+ 3,6 % par an), sous l'effet de la poussée démographique que connaît le département, entraînant une augmentation parallèle mais de moindre ampleur du nombre d'enseignants ainsi que le recours à de nombreux contractuels. Le taux de réussite au baccalauréat reste cependant inférieur à la moyenne nationale (quoiqu'en progression) et les jeunes guyanais peinent encore à accéder à des niveaux de qualification plus élevés.

Secteur spatial

Le 06 août 2011, lors de son 59^{ème} lancement, et après plusieurs reports², Ariane 5 a mis en orbite deux satellites destinés à la télédiffusion directe : Astra 1-N pour l'opérateur luxembourgeois ASTRA, BSAT-3c/JCSAT-110R pour les opérateurs japonais B-SAT Corporation et SKY Perfect JSAT Corporation. Ltd. Le prochain lancement est prévu le 9 septembre 2011.

Secteur aurifère

Le cours de l'once d'or a ponctuellement dépassé pour la première fois la barre symbolique des 1 900 \$ fin août 2011. Depuis le début de l'année (janvier-août 2011), le cours moyen a progressé de 30 %, et de 45 % entre août 2010 et août 2011.

Différents facteurs expliquent cette « ruée vers l'or ». L'or constitue une valeur refuge pour les investisseurs alors que les principales bourses mondiales sont globalement en baisse, et dans la crainte d'un retour de l'inflation. Les investisseurs manifestent une défiance envers les deux principales monnaies de réserve, le dollar et l'euro ; les Etats-Unis et la zone euro présentent en effet des perspectives économiques peu optimistes et des finances publiques fragiles.

Cette envolée des cours du métal se reflète dans les chiffres du commerce extérieur guyanais. En 2010, la Guyane a exporté de l'or pour une valeur de 30,4 M€, soit une progression de 20,0 %, alors que parallèlement, le volume d'or exporté (1 083 kgs) reculait de 11,1 %. En cumul sur le 1^{er} semestre 2011, les exportations en valeur croissent de 47,1 % sur un an, mais seulement de 22,3 % en volume.

ACTUALITES REGIONALES

Economie brésilienne

Au 2^{ème} trimestre 2011, le PIB brésilien enregistre un ralentissement de sa croissance, progressant tout de même de 0,8 % sur le trimestre (contre + 1,2 % au trimestre précédent). Le secteur agricole est en repli de 0,1 % sur trois mois alors que l'industrie extractive (+ 2,2 %), les services financiers (+ 1,6 %) et le commerce (+ 1,1 %) enregistrent de bonnes performances.

Par ailleurs, la Banque centrale a annoncé une baisse de 50 points de base de son taux directeur « Selic », qui s'établit à 12,00 %. Elle justifie cette décision par les inquiétudes pesant sur la croissance des pays développés qui pourraient affecter la croissance brésilienne via une contraction du commerce international ou des flux d'investissements. Suite à cette baisse des taux, l'inflation brésilienne³ sera suivie attentivement : elle atteignait 6,9 % en juillet 2011, contre une cible théorique à 4,5 %.

Economie surinamienne

L'inflation reste importante au Suriname en juillet 2011, s'établissant à + 18,0 % sur un an. Tous les postes enregistrent des fortes hausses mais une fois encore, le poste « transports » (+ 52,2 %) alimente pour une bonne partie cette hausse des prix en raison notamment de l'augmentation des cours des carburants.

Venezuela

Le Président vénézuélien, Hugo Chavez, a signé une loi qui nationalise l'exploration et l'exportation de l'or du pays. L'objectif affiché est de lutter contre les mafias, la contrebande, et l'exploitation illégale. M. Chavez souhaite préserver l'indépendance économique de son pays, et compte également faire rapatrier les stocks d'or vénézuélien détenus à l'étranger sur le sol national. Le Venezuela détient la 15^{ème} réserve d'or mondiale, soit 364 tonnes.

¹ Communauté de communes regroupant Cayenne, Matoury, Rémire-Montjoly, Macouria, Montsinéry-Tonnegrande et Roura.

² Le lancement devait initialement avoir lieu en juillet, mais il a été repoussé pour cause d'anomalie. Il a ensuite à nouveau été reporté de 24 heures début août en raison de mauvaises conditions climatiques.

³ Variation en glissement annuel de l'Indice de Prix au consommateur (IPCA).

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	juil-11 123,9	0,7%	1,6%	Insee
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	juil-11 16 914	0,9%	8,8%	Dieccte
		Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	juil-11 7 111	1,1%	5,6%	Pôle Emploi
		Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	juil-11 15 693	0,1%	ns.	Caf
		Prestations nettes versées (1)	juil-11 7,8 M€ Cumul <i>45,4 M€</i>	4,2%	ns.	Caf
	CONSOMMATION	Recettes d'octroi de mer	août-11 9,7 M€ Cumul <i>78,8 M€</i>	13,1%	16,0%	Douanes
		Importations de biens de consommation (BC)*	juin-11 15,6 M€ Cumul <i>78,5 M€</i>	8,6%	21,9%	Douanes
		Ventes de véhicules neufs aux particuliers	juin-11 349 Cumul <i>2 084</i>	3,7%	-5,4%	Somafi
					9,5%	
	INVESTISSEMENT	Importations de biens d'équipement (BE) *	juin-11 35,5 M€ Cumul <i>242,3 M€</i>	-0,4%	-6,2%	Douanes
Ventes de véhicules utilitaires		juin-11 93 Cumul <i>541</i>	14,2%	-7,0%	Somafi	
COMMERCE EXTERIEUR	Exportations *	juin-11 24,6 M€ Cumul <i>86,3 M€</i>	-1,1%	41,3%	Douanes	
	Importations *	juin-11 119,8 M€ Cumul <i>662,5 M€</i>	-8,4%	23,9%	Douanes	
				28,8%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à août 2011 4 tirs Ariane 5		3 tirs à août 2010	Arianespace
		Satellites lancés	Cumul à août 2011 6 satellites + 1 ATV		6 satellites à août 2010	
	BTP	Ventes de ciment	juil-11 6 674 tonnes Cumul <i>47 818 tonnes</i>	-2,6%	-3,1%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	Exportations d'or en volume *	juin-11 1 460 kgs Cumul <i>6 420 kgs</i>	36,5%	38,4%	Douanes
		Exportations d'or en valeur *	juin-11 4,6 M€ Cumul <i>20,4 M€</i>	33,4%	52,0%	Douanes
		Grumes sorties de forêt (<i>données non consolidées</i>)	mai-11 2 271 m3 Cumul <i>12 462 m3</i>	32,2%	-32,1%	ONF
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations de crevettes *	juin-11 85,2 tonnes Cumul <i>484,3 tonnes</i>	-10,6%	-15,7%	Douanes
		Exportations de poissons *	juin-11 107,7 tonnes Cumul <i>491,8 tonnes</i>	-15,1%	-33,8%	Douanes
		Exportations de riz * (2)	juin-11 0 tonne Cumul <i>3 209,2 tonnes</i>	ns.	ns.	Douanes
	TOURISME	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	mai-11 33 196 Cumul <i>161 706</i>	2,9%	10,3%	CCIRG
Nombre de nuitées		juin-11 24 000 Cumul <i>163 000</i>	-15,1%	-14,6%	Insee	
				3,5%		

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données non CVS compte tenu du trop grand nombre de points atypiques

* Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,50%	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Août 2011)			
Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1,0230%	1,1330%	1,0033%	0,8972%	1,3710%	1,5500%	1,7510%	2,0930%

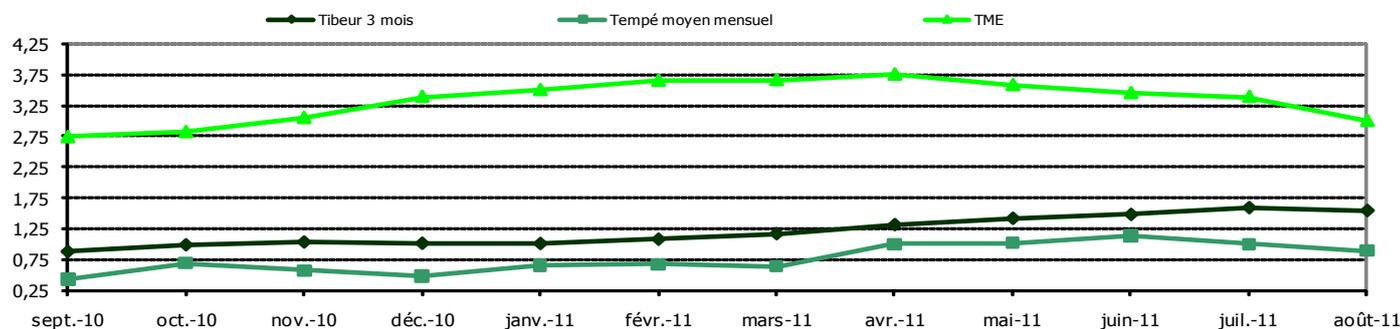
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
3,58%	3,45%	3,39%	3,00%	3,78%	3,65%	3,59%	3,20%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,49%
Prêts à taux fixe	5,97%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	9,34%
Prêts à taux variable	5,33%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts relais	6,07%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,29%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,41%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,08%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,37%	Découverts en compte (1)	13,88%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	11,22%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,00%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,61%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	10,46%	Découverts en compte (1)	13,88%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

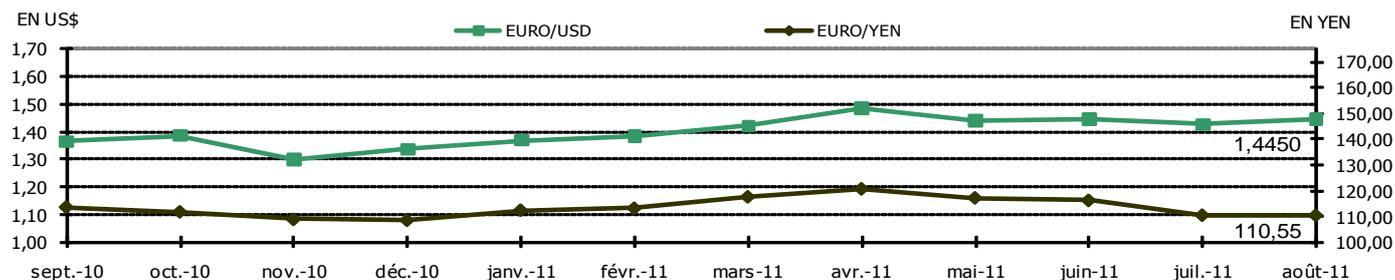
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4450	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,1799	EURO/SRD (Surinam)	4,75490
EURO/JPY (Japon)	110,5500	EURO/BWP (Botswana)	9,62840	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,57920
EURO/CAD (Canada)	1,4141	EURO/SCR (Seychelles)	17,7232	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,1359
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,88560	EURO/MUR (Maurice)	40,1228	EURO/BBD (La Barbade)	2,88180
EURO/SGD (Singapour)	1,7379	EURO/BRL (Brésil)	2,3135	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,21000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,2622	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,18810	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2829,8885	EURO/XCD (Dominique)	3,8904	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J-P.DERANCOURT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 8 rue Christophe Colomb BP 6016 97306 Cayenne Cedex

Achévé d'imprimer le 9 septembre 2011 - Dépôt légal : 9 septembre 2011 - ISSN n°1240-3814